

Zeitschrift: Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft
Band: 20 (1980)
Artikel: Mythes et réalités de la politique locale
Autor: Windisch, Uli
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-172211>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

MYTHES ET REALITES DE LA POLITIQUE LOCALE

par Uli Windisch

Chargé de cours à l'Université de Genève

La connaissance en matière de politique locale, tant au niveau des sciences humaines qu'au niveau de la connaissance courante du sens commun relève encore en grande partie davantage du stéréotype et de l'idéologie que d'une connaissance scientifique fondée sur des recherches concrètes. Les collectivités locales sont encore largement considérées comme les lieux où la démocratie se réalise à la perfection, où règne l'harmonie, où tous les citoyens participent de façon égale à la vie politique. Sur la base d'une étude de cas en profondeur et d'une réflexion théorique plus générale, est indiqué l'aspect idéologique d'un terme comme celui de "communauté" et même de ceux de "politique locale" et de "pouvoir local". Le modèle conflictuel doit remplacer le modèle consensuel. A la phase de déconstruction et de désidéologisation fait suite une phase de reconstruction conceptuelle faisant appel à d'autres disciplines que la sociologie politique et la science politique en vue d'une saisie plus adéquate: appels à l'anthropologie, à l'histoire, à la mythologie. Une ébauche d'analyse des critères du pouvoir, des rapports entre le sacré, le religieux et le politique, et l'emprunt du concept de clan sont pris comme exemples pour illustrer l'apport possible d'une approche multidimensionnelle et multidisciplinaire.

Die Vorstellungen über Lokalpolitik, ob von der Wissenschaft oder vom "gesunden Menschenverstand" angeboten, sind noch immer mehr von Ideologie und Stereotypen geprägt als von konkreter wissenschaftlicher Forschung. Die Gemeinde wird noch weitgehend als der Ort angesehen, wo Demokratie in Vollendung verwirklicht ist, wo Harmonie herrscht und alle Bürger gleichermassen sich am politischen Leben beteiligen. – Auf der Grundlage einer in die Tiefe gehenden Fallstudie und allgemeiner theoretischer Überlegungen wird der ideologische Charakter von Ausdrücken wie "Gemeinschaft", "Lokalpolitik" und "lokale Machtverhältnisse" offengelegt. Der Aufsatz postuliert, dass das konsensualistische Interpretationschema durch ein Konfliktmodell ersetzt werde. Dies setzt die Schleifung ideologischer Positionen und die Erarbeitung eines neuen begrifflichen Bezugsrahmens voraus, wobei nicht nur Soziologie und Politikwissenschaft, sondern auch Anthropologie, Geschichte und Mythologie beigezogen werden sollen. Die mögliche Leistung eines solchen multidimensionalen und multidisziplinären Ansatzes wird durch den Versuch illustriert, Machtkriterien, die Beziehungen zwischen dem Sakralen, dem Religiösen und dem Politischen sowie den Klan zum Gegenstand der Untersuchung zu machen.

Un premier objectif de notre propos consiste à montrer sur la base des résultats d'une étude de cas approfondie (observation participante sur le terrain dans une commune valaisanne, Chermignon¹, et d'un bilan d'un certain nombre d'études effectuées au niveau international) que la connaissance en matière de politique locale relève souvent, tant au niveau de la connaissance courante du sens commun que dans le domaine des recherches en sciences humaines, davantage du stéréotype et de l'idéologie que de la connaissance scientifique fondée sur des recherches concrètes.

Il existe, en effet, toute une mythologie relative à la nature de la vie sociale et politique des collectivités locales. La commune est, d'une façon assez générale, considérée comme le lieu où la démocratie se réalise à la perfection, où tous les citoyens participent activement et de façon égale aux décisions politiques importantes, où le consensus prime sur les conflits, où toutes les catégories sociales et classes sociales ont accès au pouvoir. Certes, les conflits ne sont pas entièrement niés mais ils ne sauraient être que ponctuels et secondaires. L'harmonie l'emporte toujours. Le consensus en sort même renforcé. En un mot, c'est le primat du consensus sur le conflit. Il est bien sûr impossible de passer en revue un grand nombre d'études pour illustrer cette thèse. L'essentiel des éléments empiriques sur lesquels est fondée notre argumentation est tirée de notre livre sur la commune de Chermignon en Valais.² En plus des résultats empiriques de notre propre étude, nous ajoutons deux types de citations qui résument assez bien l'enjeu du débat. Pour aller vite, nous nous contenterons du livre bien connu de A. Siegfried, *La Suisse démocratie témoin*, pour illustrer ce que nous entendons par modèle consensuel et connaissance stéréotypée, voire très idéologisée. Ces citations sont d'autant plus significatives que le livre en question a eu un impact très sérieux sur le monde politique suisse et sur l'ensemble de la population. En effet, la vision de A. Siegfried est aujourd'hui encore acceptée et intériorisée par une grande partie de la population et même par nombre de chercheurs. Même si pour la plupart des chercheurs, les conflits sont une évidence quotidienne du politique, la profondeur et le caractère de force motrice déterminante du modèle conflictuel, tel qu'il ressort de notre étude, ne possèdent pas le même caractère d'évidence. Les deux premières citations résument le modèle consensuel; la pre-

1 Chermignon est plus connue sous le nom de Crans-sur-Sierre. Une partie de cette station touristique se situe, en effet, sur le territoire de la commune de Chermignon. Cette commune s'étend de la plaine du Rhône jusqu'aux Alpes bernoises. Essentiellement rurale au début du siècle, plus du 80 % de sa population vit aujourd'hui du tourisme, du secteur tertiaire.

2 U. Windisch, *Lutte de clans, lutte de classes, Chermignon, la politique au village*, Ed. l'Age d'Homme, Lausanne 1976. Le lecteur pressé a la possibilité de voir le film qui a été réalisé avec notre collaboration, à partir du livre sus-mentionné. Il s'agit de l'émission "Cabales à Chermignon" (Temps présent du 20 janvier 1977, de la Télévision Suisse Romande). En une heure, on sera convaincu de la nécessité de relativiser quelque peu le modèle consensuel et de donner plus de poids au modèle conflictuel.

mière est reprise par A. Siegfried du message d'un gouvernement cantonal, la seconde est de Siegfried lui-même:

“La commune est le prototype de l'organisation démocratique. L'espace de la commune est le champ tout indiqué pour l'exercice de la démocratie directe, celui où chaque citoyen participe personnellement à toutes les décisions intéressant la collectivité et où tous les organes sont désignés par le peuple lui-même directement; là le particulier embrasse encore les éléments de base et la portée de ses décisions, et là il peut constater par expérience personnelle les conséquences de l'attitude qu'il adopte.”

“La saine démocratie cantonale a éliminé cette aristocratie de la naissance pour la remplacer par une délégation, vraiment démocratique, composée des éléments les plus représentatifs et généralement les plus compétents du peuple. Les maires, les conseillers d'Etat sont recrutés dans toutes les professions, et si l'on trouve parmi eux beaucoup d'hommes importants par leur situation sociale, c'est en raison de leur mérite, des services qu'ils ont rendus ou peuvent rendre, nullement en raison de leur fortune ou de leur naissance; encore qu'il y ait des familles donnant de père en fils des élus ou des notables en politique, on ne peut dire qu'une classe dirigeante fondée sur l'hérédité tende à naître.”

Ces deux citations constituent un exemple prototypique d'une vision pour le moins idéalisée et mythique de la vie politique locale.

Les nombreuses descriptions de processus de décision et de pratiques politiques en matière de démocratie présentées dans notre propre étude montre à quel point les choses se passent de façon différente dans la réalité. Les citoyens ne participent, par exemple, de loin pas à toutes les décisions importantes et le terme d'“organisation démocratique” ne convient que très imparfaitement à certaines pressions politiques et formes de contraintes exercées lors des élections. D'autre part, l'élite extrêmement réduite, héréditaire et résolument exclusive qui se réserve le pouvoir depuis plus d'un siècle ne ressemble en rien à une situation où les autorités politiques seraient “recrutées dans toutes les professions . . . et nullement en raison de leur fortune ou de leur naissance”.

Nos remarques critiques n'ont en rien pour objectif de donner une image caricaturale du système politique local ou de dénigrer quoi que ce soit. Il s'agit simplement de poser quelques jalons pour une connaissance moins stéréotypée et mystifiée de la politique locale, de saisir la réalité de la pratique politique locale telle qu'elle se déroule réellement et non telle que d'aucuns aimeraient la voir. S'il peut sembler cavalier de vouloir infirmer une connaissance donnée à partir d'un seul cas, il convient cependant de rappeler que notre étude de la vie politique de la commune de Chermignon ne ressemble en rien à une approche superficielle, rapide, effectuée à distance. Elle est le résultat d'observations précises, approfondies et prolongées, entreprises lors de nombreux séjours sur le terrain pendant près d'une dizaine d'années. Et, c'est justement ce caractère d'analyse approfondie qui a permis de dépasser une connaissance simplement stéréotypée qui se répète mécaniquement d'un ouvrage à l'autre, sans recherches empiriques à l'appui. Il est connu que les résultats d'une recherche sont fonction du type de démarche et de méthode utilisées, les dernières expliquant largement le degré de validité des premiers.

Dans ce domaine de la politique locale, une notion omniprésente, celle de *communauté*, doit à notre avis être complètement abandonnée du fait de ses connotations idéologiques vraiment trop puissantes. Ici aussi, il faudrait un grand nombre de cas concrets pour montrer à quel point cette notion a constitué une médiation privilégiée dans la diffusion d'une image mythique et idéologisée de la vie sociale et politique des collectivités locales. La citation qui suit devrait pourtant suffire à faire comprendre la force et la généralité du contenu idéologique qu'une seule notion, mais centrale, peut véhiculer. La vaste extension de la vision du social diffusée par cette notion ainsi que sa profonde intériorisation apparaissent encore mieux lorsqu'on rappelle l'aspect quotidien et permanent de l'usage qui est fait de cette notion. Cette citation devrait également suffire à éclairer ce que nous entendons par la nécessité d'un travail de déconstruction précédant un travail de reconstruction, qui va suivre, de la perception sociale courante en matière de vie sociale et politique des collectivités (et non des communautés) locales.

“Implicitement sélectif et interprétatif, le terme de communauté n'est même plus par sa polysemie même, un bon instrument opératoire de classification. On pourrait à la limite dire de la notion de communauté qu'elle joue comme un écran qui cache le fonctionnement réel des groupes sociaux locaux et notamment les conflits, les contradictions, les antagonismes, les jeux sociaux de groupes opposés, qui, seuls, peuvent permettre de comprendre pourquoi et comment le changement se produit, les groupes sociaux évoluent, se déstructurent et se restructurent. Il insiste en effet sur l'aspect commun, le tout humain, le “human whole” comme le dit Redfield, et en mettant l'accent sur la totalité, il suggère de manière plus ou moins implicite l'idée d'une harmonie globale, plus forte que les tensions, d'une cohésion qui, par-delà les antagonismes, est en définitive le régulateur du groupe. Ainsi disparaissent les antagonismes et les conflits de classe. Ainsi sont occultés les conflits économiques et les conflits de pouvoir, ainsi les divergences idéologiques éventuelles, et les conflits de valeur ne sont pas explicités, ainsi l'émergence de la nouveauté devient difficile à comprendre.”

Plus loin :

“La notion de communauté, non seulement ne rend pas compte à la fois des mécanismes de fonctionnement et d'évolution de groupes localisés dans un espace défini et stable, et des types de relations que ces groupes entretiennent avec ce qui leur est extérieur, mais d'une certaine manière, elle les occulte. C'est sans doute cette capacité de confusion qui permet de rendre compte de la fréquente utilisation idéologique qui en est faite. Dans son acception idéologique, cette notion devient alors un des symboles idéalistes de l'état de perfection sociale. Elle englobe :

1. L'idée d'un “nous” social: c'est-à-dire d'une vie sociale “harmonieuse” où les règles du jeu sont acceptées et appliquées par tous, où tacitement chacun s'emploie à faire vivre et prospérer l'ensemble. Le “nous” implique que chacun a sa place et à sa place agit pour le bien commun. Le “nous” englobe et dépasse les différences sociales et les formes de pouvoir, les classes. La hiérarchie sociale et les formes de pouvoir sont essentielles car elles sont justement ce qui cimente l'ensemble et lui permet de fonctionner et de se reproduire au profit de ce qui le domine;
2. L'idée d'une forte interaction et d'une grande richesse des relations sociales. La communauté est le contraire de la solitude. L'individu est situé, a des racines, est pris en charge et soutenu dans tous les moments de son existence;

3. L'idée de partage et de mise en commun: la communauté a des biens collectifs, une culture, une éthique, une vision du monde. Elle a tout cela ou elle ne se définit que par un de ces aspects. Mais, justement, ce qui est partagé par tous fait de chaque communauté un groupe spécifique original;
4. L'idée d'égalité entre tous les membres. Egalité économique totale; c'est le cas de la communauté où tous les biens appartiennent à tous. C'est le cas du modèle qu'a tenté de créer le Kibboutz; ou égalité due au simple fait d'appartenir à un même ensemble, donc de lui être nécessaire au même titre que tous les autres;
5. L'idée de la forme d'organisation sociale, la plus proche d'une vie naturelle. Ce thème, très fondamental, est tout à fait central dans l'utilisation idéologique de la notion de communauté. Si on analyse son contenu, on s'aperçoit qu'il se réfère à deux significations.
 - une signification morale; la communauté rurale assimilée à une organisation sociale naturelle est le lieu des vertus fondamentales: l'honnêteté, la solidarité, la sagesse, la simplicité etc.;
 - une signification économique-sociale: la communauté est une forme d'organisation sociale non dominée par l'argent, où l'homme n'est pas soumis aux processus d'exploitation et d'aliénation. Elle est le symbole d'un monde non réifié, l'inverse de la société marchande.

L'utilisation idéologique de la notion de communauté se déploie par opposition à la ville et à l'économie capitaliste.

L'opposition à la ville est plus marquée, lorsque la communauté est d'abord une éthique. Les thèmes essentiels en sont la simplicité de la vie rurale par opposition à la sophistication de la vie urbaine. La permanence des valeurs par rapport à l'érosion, ou aux changements qu'elles subissent en ville. L'accent mis sur le travail, l'expérience, la tradition, le lent écoulement des ans et des générations, l'enracinement par rapport au "tourbillon" urbain, à l'irruption de l'innovation, à la mobilité.

L'opposition à l'économie capitaliste se réfère aux thèmes du travail non aliéné, et de l'homme non exploité, aux rêves d'une société fondée sur la solidarité, où l'homme maîtrise à la fois ses forces productives et les rapports de production, et par là même échappe à la malédiction d'une société dominée par l'antagonisme entre les classes sociales, et où les relations dominants – dominés sont la structure fondamentale des relations entre groupes.³

Les termes de *politique locale* et de *pouvoir local*, apparemment des plus neutres, comportent, eux aussi, des connotations idéologiques:

"... l'existence d'organismes politiques locaux plus ou moins autonomes n'a pas pour seule fonction de remplir des tâches dont l'Etat leur confie la compétence. Ils remplissent ou ont rempli dans le passé un ensemble d'autres fonctions plus difficilement identifiables: ils fournissent (ou ont fourni) une certaine image du politique, plus immédiatement perceptible parce que plus proche et plus concrète; en même temps, ils en fournissent l'apprentissage et la légitimation. Ils sont (ou ont été) un puissant instrument d'intégration sociale et politique... Ils contribuent à donner des problèmes politiques traités une image moins conflictuelle que les problèmes politiques nationaux, au nom d'un esprit communautaire plus facile à susciter à ce niveau. Cet ensemble de fonction de représentation, légitimation, intégration, nous le résumons par l'expression de "fonction idéologique' du pouvoir local."⁴

3 N. Eizner, "De la 'communauté rurale' à la 'collectivité locale'", in *Société paysannes ou lutte de classes au village*, sous la direction de M. Jolivet, A. Colin, 1974, pp. 139–144.

4 et 5; F. d'Arcy, *La fonction idéologique du pouvoir local*, communication présentée au IXe Congrès mondial de science politique, Montréal, août 1973, p. 2–3.

D'Arcy critique aussi les recherches qui: "posent comme acquis l'existence de pouvoirs locaux alors que cette existence même a des effets idéologiques."⁵

Au sujet de la fonction de socialisation politique des pouvoirs locaux:

"Cet apprentissage de la politique par sa base locale présente un avantage: il met beaucoup plus facilement en valeur son caractère consensuel. Le niveau local est le lieu privilégié d'un discours sur la communauté d'intérêt, sur le dépassement des conflits (qualifiés par un curieux retournement de purement idéologiques) pour oeuvrer au bien de tous."⁶

Il faudrait aussi mentionner les très nombreuses études dites sur "la structure du pouvoir des collectivités locales" lorsqu'on traite des problèmes du "pouvoir local" et de "politique locale". Cependant, comme ces études s'intéressent davantage aux problèmes et aux liens entre types de processus de décision et caractéristiques économiques, sociales et culturelles des collectivités en question, plus qu'au contenu et spécificités de la politique locale, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre livre pour une présentation critique de ce champ de recherche.⁷

De la déconstruction (désidéologisation), passons à une tentative de reconstruction, de présentation de la politique locale dans des termes qui correspondent mieux à sa nature et à son fonctionnement effectifs, telle qu'elle se présente lorsqu'on l'analyse de façon concrète, en acte, sur le terrain.

Comprendre ou juger

La politique locale des collectivités restreintes est de nature généralement très différente de la politique urbaine. Si elle fonctionne différemment, elle est aussi d'un accès plus difficile.⁸ Malgré ces difficultés, si l'on prend l'exemple de la France, plusieurs études se sont attachées à dégager certaines des particularités de cette politique locale.⁹

6 F. d'Arcy, *La fonction idéologique du pouvoir local*, communication présentée au IXe Congrès mondial de sciences politiques, Montréal, août 1973, p. 3.

7 U. Windisch, *op. cit.*, chapitre 2.

8 L. Wylie relève la difficulté pour une personne extérieure à la commune d'aborder certains problèmes politiques, notamment, avec les habitants. Après une certaine période de recherche sur le terrain, il se rend compte que les gens du village ne parlent jamais de politique. Il en demande le pourquoi à l'un de ses informateurs: "Nous en parlons tout le temps mais quand vous êtes là, évidemment . . ." (L. Wylie, *Un village du Vaucluse*, p. 251). Pour découvrir certains aspects du système politique de Chermignon, il nous a fallu plusieurs années de recherche et de mise en confiance des détenteurs du "savoir politique local". Après lecture de mon premier manuscrit par un chef de clan, il nous fit remarquer: "Tu as trouvé pas mal de choses", sous-entendu, il y a encore des choses que tu n'as pas réussi à nous faire dire . . .

9 cf. notamment L. Bernot, G. Blanchard, *Nouvelle un village français*, Institut d'ethnologie, Paris 1953, 447 p.; L. Wyle, *Un village du Vaucluse*, Gallimard, Paris 1968 (1957) 406 p.; E. Morin, *Commune en France, la métamorphose de Plodémet*, Fayard, 1967,

Il existe une tendance générale dans nombres d'études à considérer la politique locale comme quelque chose de "moins politique" que la politique urbaine ou nationale régie selon des partis politiques à idéologie bien définie. C'est un premier écueil que nous avons voulu éviter dans notre étude concrète: ne pas juger et ne pas analyser la politique locale uniquement par référence à la politique urbaine mais chercher à la comprendre en elle-même, dans sa spécificité, sa logique propre et irréductible.

Cela semble aller de soi mais suppose pourtant un travail de décentration très considérable, opération analogue à l'initiation (qui est à la fois mort d'un univers et renaissance dans un autre), par laquelle doit passer un ethnologue ou un spécialiste des mythes qui étudie une société Autre.

Il ne peut évidemment être question, dans le cadre du présent article, de décrire tout le système politique de la commune étudiée. Seuls quelques exemples particulièrement frappants, du point de vue de leur altérité, sont brièvement présentés.¹⁰

Considérons trois exemples: les clans, les critères du pouvoir et les rapports entre le sacré et le pouvoir.

La notion de clan

Ce terme a cours aussi bien chez les scientifiques (chez les anthropologues notamment) que dans le langage courant; ainsi, la population de Chermignon utilise-t-elle constamment le terme de clan. A l'extérieur de la commune, surtout dans les villes de la plaine du Rhône, davantage encore dans les centres urbains de la Suisse romande, on parle des clans (des communes rurales de montagne) avec beaucoup de condescendance, voire avec un certain mépris. Les clans sont considérés comme des survivances archaïques, comme une caractéristique d'un monde arriéré. Les clans sont *jugés* par rapport aux traits d'une politique urbaine. Pour notre part, nous aimerions les comprendre et les faire comprendre. Seule, une décentration profonde permet de passer du jugement à la compré-

287 p.; J. Fauvet, H. Mendras, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, A. Colin, Paris 1958. Ce recueil comprend dans la partie Monographies (pp. 388-516) plusieurs études consacrées spécifiquement à la vie politique des collectivités locales; P. Rambaud, M. Vincenne, *Les transformations d'une société rurale, La Marienne (1561-1962)* A. Colin, 1964, 280 p.

10 Pour une présentation plus complète, je me vois contraint de renvoyer une nouvelle fois le lecteur au livre sus-mentionné.

hension. Combien de fois n'a-t-on pas voulu nous faire dire que ces clans étaient vraiment des vieilleries propres à des gens arriérés? ¹¹

Les clans d'une telle commune ne sont certes pas identiques à ceux que l'on trouve dans les sociétés segmentaires. Cependant, l'emprunt de ce concept à l'anthropologie nous a permis de dégager certains traits fondamentaux des groupements politiques propres à cette commune, traits auxquels nous n'aurions jamais pensé sans les travaux des anthropologues sur ce sujet. ¹²

Les groupements socio-politiques que constituent les clans sont tout autre chose que des groupes d'intérêts particuliers et ponctuels surgissant quelque temps avant les élections et disparaissant aussitôt après. Ici, nous critiquons une conception fréquente dans nombre d'études, rapides et superficielles, effectuées par des spécialistes des sciences sociales sur ces phénomènes. Les clans constituent, au contraire, des groupements sociaux totaux. Ce ne sont pas des groupes qui naissent et meurent en fonction de la variabilité des intérêts de quelques acteurs particuliers. ¹³ Ils sont permanents et s'étendent à tous les aspects de la réalité communale. A Chermignon existent depuis le début de ce siècle deux clans: les Jaunes et les Blancs. ¹⁴ En 1964, est apparue une troisième force politique: les Gris. Enfin, lors des dernières élections communales, en 1976, est

11 A un niveau très limité et avec une ambition beaucoup plus modeste, nous aimerions néanmoins situer notre approche des phénomènes sociaux dans l'optique à la fois d'ouverture et d'alliance que comportent les magnifiques travaux de M. Serres, S. Moscovici, E. Morin et tout récemment I. Prigogine et I. Stengers:

"Au moment où nous découvrons la nature au sens de physis, nous pouvons également commencer à comprendre la complexité des questions auxquelles se confrontent les sciences de la société: Au moment où nous apprenons le 'respect' que la théorie physique nous impose à l'égard de la nature, nous devons apprendre également à respecter les autres approches intellectuelles, que ce soit les approches traditionnelles, des marins et des paysans, ou les approches créées par les autres sciences. Nous devons apprendre, non plus à juger la population des savoirs, des pratiques, des cultures produites par les sociétés humaines, mais à les croiser, à établir entre eux des communications inédites qui nous mettent en mesure de faire face aux exigences sans précédent de notre époque" (I. Prigogine, I. Stengers, *La nouvelle alliance, métamorphose de la science*, Gallimard, 1979, p. 294–295).

12 Dans une étude comme la nôtre, l'inter- ou transdisciplinarité n'est pas un voeu pieux mais devient une condition nécessaire si l'on ne veut pas passer à côté de l'essentiel de la réalité étudiée.

13 Ainsi, W. A. Gamson, "Rancorous conflict in community politics", *American Sociological Review*, 31 (1), 1966, p. 71–81, perçoit la politique locale comme constituée de groupes éphémères, variables dont la raison d'être est à chercher dans les rancunes interpersonnelles. C'est un exemple de recherche, pour le moins rapide et sans doute superficielle.

14 Ces noms sont dus à la couleur, respectivement cuivrée et argentée, des instruments de musique de la fanfare de chaque clan, au début du siècle.

entré sur la scène politique un authentique mais minuscule parti politique: le parti indépendant-chrétien-social, variante chrétienne-sociale de la démocratie chrétienne.¹⁵

Nous nous limiterons à une présentation rapide des deux clans traditionnels (Jaunes et Blancs) qui restent numériquement les principales forces politiques de la commune. Permanents, durables, historiques, ces deux clans sont aussi des groupements à la fois politiques, économiques, sociaux et culturels (aspect total). Chaque clan a certes ses représentants au pouvoir mais aussi ses cafés, ses commerces, sa fanfare, ses locaux, sa banque, ses entrepreneurs, ses hôteliers etc. Les clans sont ensuite interclassistes (toutes les professions et classes sociales sont largement représentées dans un même clan et l'on y trouve des adeptes des idéologies les plus opposées, de la gauche à la droite (aspect interidéologique). C'est ce qui nous a amené à parler d'antagonisme clanique, de lutte de clans et de conscience de clan, par opposition à lutte de classes et conscience de classe, intérêts de classe. La conscience du Nous, la conscience clanique, se définit par une grande intensité. Ce très fort sentiment d'appartenance implique en lui-même une opposition tout aussi forte à l'autre clan.¹⁶

La lutte, qu'elle soit politique, de prestige, d'honneur ou autre, est, elle aussi, permanente, totale. Elle s'étend à tous les aspects de la réalité communale. Si un clan entreprend quelque chose, l'autre en fera immédiatement de même (que disons-nous, il fera mieux) ou contestera l'action du rival. L'opposition clanique constitue le véritable moteur de la dynamique collective. Ceci explique que des taux avoisinant 98 à 99 % de participation sont des plus courants lors des élections communales. Après cette description, même très brève, il est tout de même difficile d'admettre que le consensus l'emporte sur le conflit, que les conflits sont ponctuels et secondaires, que la vie politique locale n'est qu'harmonie que l'image mythique d'une communauté fusionnelle reflète la réalité quotidienne.

Ce n'est par goût de la contradiction que nous insistons sur ce cas. Plus généralement, nous pensons que la sociologie et la science politique ont tendance à atomiser, à atrophier, à aseptiser et à dévitaliser la vie sociale et politique. La spécialisation fait rage dans les sciences sociales. Les analyses deviennent trop parcellaires et ne réussissent plus, par conséquent, à saisir le politique dans sa diversité, sa totalité, ses profondeurs, et dans sa logique en acte.

Le clan n'est pas non plus un simple groupement politique affaibli (par rapport à un parti politique); il est un groupement aussi complet et total, voire

15 Il va de soi que cet antagonisme clanique s'estompe quelque peu de nos jours (surtout avec le développement touristique de la station de Montana-Crans). Nous nous sommes cependant trompé dans nos prévisions lorsque nous pensions que cette conscience clanique s'atténuerait en premier lieu chez les plus jeunes électeurs. On remarque même une réactivation de l'identité clanique par les jeunes. Est-ce le chant du cygne ou une tentative originale de concilier tradition et modernité?

16 Une scène particulière du film dont il a été question illustre cet aspect profond et total de l'antagonisme clanique. A l'école primaire, les écoliers, même les plus jeunes, n'hésitent pas une seconde lorsqu'il leur est demandé de définir leur clan d'appartenance.

davantage que n'importe quel groupement social durable. Il est surtout *Autre* et dans la définition de cette altérité, la parenté joue un rôle déterminant. L'application, non pas mécanique mais adaptée, du concept de clan nous permet de voir certains aspects des groupements socio-politiques rencontrés à Chermignon, que nous n'aurions point perçu sans cet emprunt disciplinaire à l'anthropologie.

La parenté transcende fréquemment les critères d'affiliation politique classique en vigueur dans un milieu urbain. Ce n'est pas la profession ou l'idéologie politique d'un individu qui est déterminante mais sa place dans le système des liens de parenté, le lignage auquel il appartient. Ainsi, il va de soi qu'un fils fait automatiquement partie du même clan que le père. Les membres de chaque clan traditionnel (Jaune ou Blanc) ont un "ancêtre" commun, un symbole commun ("totem" Jaune ou Blanc) etc. Le café, la fanfare, etc. de l'adversaire constituent des interdits culturels ("un tabou").¹⁷ Le niveau symbolique a, d'une façon générale, une importance beaucoup plus grande dans les sociétés dite primitives et à Chermignon qu'en milieu politique urbain.

Une autre image stéréotypée a cours au sujet de la politique locale. A part son prétendu caractère harmonique et consensuel, elle est fréquemment perçue comme *statique*, mécanique, peu affectée par l'entropie. A cette image statique, on peut faire subir la même transformation que l'anthropologie politique a introduite en anthropologie. Là où la première ne voyait que stabilité, la seconde a fait ressortir le caractère fondamentalement dynamique des sociétés segmentaires (considérées auparavant comme des sociétés statiques et unanimistes, par excellence). L'anthropologie politique a montré que dans ces sociétés, la compétition, la contestation étaient omniprésentes, l'équilibre oscillant; la manipulation des lignages et des liens de descendance – on s'invente des liens de filiation avec des ancêtres, s'ils n'existent pas – et la stratégie sont partout présentes. Elle a montré que le pouvoir était inhérent à toute société et pas uniquement aux sociétés étatiques.

Qui dit clans ou "clans familiaux" (autre expression courante à Chermignon) dit, dans l'imagerie courante, dans la connaissance stéréotypée, système social traditionnel, lourd, statique, interchangeable voire borné. Or il n'en est rien. Le système politique de Chermignon, bien que basé en partie sur des liens de parenté, des lignages, est en effervescence permanente, en équilibre instable; bref, fondamentalement dynamique. Il est vrai qu'en apparence, il semble des plus stable et routinier. Mais derrière cette apparente stabilité, le conflit, la contestation, la manipulation et sa dénonciation deviennent des caractères intrinsèques, à condition de pousser les investigations au-delà d'un rapide survol, de chercher le latent derrière le manifeste.

Lors des élections communales de 1968, un clan, largement majoritaire, a réussi à déséquilibrer complètement le clan rival. Depuis lors, la tension, déjà permanente et omniprésente en temps normal, s'est encore accentuée.

17 On fréquente "son" café, "ses" commerces, etc.

L'apparition d'un nouveau clan dans une société segmentaire (les Gris, à Chermignon, en 1964) constitue un élément hautement déséquilibrant. Le fondateur s'exclut de l'ordre ancien, cherche à imposer son pouvoir et à instaurer un ordre nouveau; les généalogies sont manipulées. Avant de provoquer l'acte de rupture (soit un conflit fondamental), il se crée un réseau de parents, de dépendants (les dirigeants des Gris, qui sont aussi les détenteurs du nouveau pouvoir économique issu du développement touristique, tiennent dans leur dépendance des centaines de personnes qui vivent grâce au tourisme). On capitalise des parents et des clients; on conjugue des éléments anciens et nouveaux: une personne appartenant à un clan traditionnel mais dépendant économiquement d'un dirigeant des Gris entraînera éventuellement tout son réseau de parenté avec lui, si l'un de ces dirigeants devient un prétendant au pouvoir politique. A l'aspect intrinsèquement dynamique et instable du système traditionnel s'ajoute la dialectique conflictuelle entre tradition et modernité. La création d'un nouveau groupement socio-politique va constituer une véritable entreprise politique globale mettant en cause la parenté, les richesses, la convention généalogique.

Les groupes de parenté et les alliances n'ont rien de stable non plus: ils reposent sur des rapports mouvants de compétition, de domination, de coalition et d'opposition.

Critères du pouvoir et nature du politique

Le contenu de ce que signifie le terme de politique locale ne peut donc être appréhendé en référence à la seule politique urbaine. Par bien des aspects, nous sommes en présence d'univers incommensurables. La sociologie rurale permet d'éclaircir quelques-uns des aspects propres à la politique locale. La relativisation des classes sociales, des conflits de classes, s'explique largement par l'origine rurale de cette commune de montagne. Au début du siècle, près du 80 % de la population était active dans l'agriculture; actuellement, ce taux avoisine 20 %. Mais la mentalité d'une grande partie de la population reste imprégnée de ses racines rurales. Le développement inégal de l'infrastructure économique et du niveau superstructurel est frappant; la transformation de ce dernier étant beaucoup plus lente que celle de la première et ce décalage se manifeste de différentes façons. En milieu rural, le patron n'est pas forcément perçu comme un ennemi de classe par les ouvriers.

Il est au contraire celui à qui on fait appel en cas de difficultés. En échange de sa protection, on lui doit fidélité; phénomène bien connu du patronage. La personnalisation et la personnification du pouvoir et de la politique sont également à mettre en rapport avec ce caractère structurel de ruralité et plus immédiatement encore avec cette relativisation des classes sociales et de leur antagonisme.

La ruralité explique d'autres spécificités ou différences. Les idéologies politiques, celles qui sont particulièrement élaborées du point de vue intellectuel et

conceptuel, ont de la peine à pénétrer en milieu rural où la méfiance devant les idéologies, les idées, est une donnée connue. En milieu rural, la pensée est empirique, non conceptuelle et non abstraite.

La trame de la vie sociale et politique consiste en anecdotes, faits et événements. On raconte plus qu'on n'explique. Les acteurs sociaux en sont des personnes et non des groupes sociaux. La population la perçoit et la vit en ces termes.

Même le langage parlé est relativisé. On se méfierait facilement de celui qui parle trop. L'essentiel de la vie sociale et politique est informelle, implicite, non dite. Un chercheur doit apprendre à VOIR, prendre conscience de l'importance des signes plus que des mots. Il doit devenir un véritable sémiologue du non-dit.

Cet exemple des spécificités irréductibles de la ruralité montre que notre insistance sur la nécessité de la décentration (ou de l'initiation) pour un chercheur d'origine urbaine n'est pas excessive. Sans cette initiation à l'altérité, un chercheur ne pourrait comprendre l'essentiel du fonctionnement spécifique de cette réalité sociale mais se limiterait à la mise au jour mécanique des points communs de l'univers politique urbain et de celui dont il est question ici.

La réalité politique de cette commune n'est pas "moins politique" qu'une politique urbaine. Elle est même si fondamentalement politique qu'elle nous a obligé à nous interroger sur certaines dimensions, peut-être parmi les plus essentielles, du politique en général. En ce sens, un effet de feed-back sur la politique urbaine ne devrait pas être exclu. Une telle étude pourrait encourager une réflexion plus profonde même sur le politique en milieu urbain, sur le politique en général; car si certains schémas utilisés pour analyser le politique en milieu urbain ne permettent pas de voir au-delà, ils sont peut-être en eux-mêmes trop limitatifs et partiels (aseptisant et atrophiant, avons-nous dit aussi). Tout se passe comme s'il y avait de l'Un dans le politique, où qu'il se manifeste et quelle que soit son apparence.¹⁸

Les critères du pouvoir

En politique urbaine, les critères utilisés pour expliquer la détention du pouvoir me semble trop partiels aussi. Fréquemment, ne sont prises en considération que les variables sociologiques les plus lourdes et grossières (profession, âge, sexe, éducation, affiliations diverses, etc.). Or, des études approfondies d'anthropologie politique et plusieurs recherches sur la vie politique des collectivités locales montrent l'importance de critères plus subtils et différenciateurs. Parmi ces critères, citons: le principe de descendance, le principe territorial, la profondeur généalogique (la non-intégration à certains lignages équivaut à une exclusion des instances du contrôle des affaires publiques), les qualités magoci-religieuses (si

18 La diversité, la multiplicité n'excluent pas l'Un; leur double saisie les rend d'autant plus complémentaire.

cette dimension est évidente dans les sociétés segmentaires, on n'ose à peine évoquer son importance dans nos sociétés, sous peine de ridicule); le pouvoir s'acquiert aussi à force de potlachs et de prodigalités (cet élément a été déterminant dans certaines arrivées au pouvoir récentes à Chermignon). Les valeurs religieuses et militaires, la proximité généalogique, la mythologie rattachée à certaines personnes sont autant d'autres critères. Savoir invoquer les "ancêtres" (les figures historiques des clans, des partis) peut devenir un élément important dans la compétition pour le pouvoir.

Un autre problème justifierait une intensification des approches multidisciplinaires du pouvoir et du politique: celui des rapports entre le *sacré et le pouvoir*, entre la religion et le pouvoir. Si ce problème va de soi en anthropologie politique, il n'est, en revanche, que très rarement introduit dans les études sur le politique dans nos sociétés. Souvenons-nous pourtant du débat sur la nécessité de continuer à faire figurer dans la Constitution helvétique la formule: "Au nom de Dieu Tout Puissant!" à propos du projet de révision constitutionnelle, ou des cérémonies d'assermentation des autorités politiques dans des édifices religieux. Cette sacralisation du pouvoir n'est, en outre, pas purement ponctuelle. Ses effets, même s'ils s'atténuent, se prolongent tout au long du mandat des personnes assermentées; il suffit de penser au changement d'attitude qui se manifeste, sous de multiples aspects, à l'égard d'une personne qui passe du statut de simple citoyen à celui de premier magistrat, que ce soit d'une commune, d'un canton ou du pays. Il va de soi que ce caractère sacré est beaucoup moins marqué dans nos sociétés que dans les sociétés segmentaires. Il ne disparaît pourtant jamais complètement.

"Dans toutes les sociétés, le pouvoir politique n'est jamais complètement désacralisé; et s'il s'agit des sociétés dites traditionnelles, le rapport au sacré s'impose avec une sorte d'évidence. Discret ou apparent, le sacré est toujours présent à l'intérieur du pouvoir. Par l'intermédiaire de ce dernier, la société est saisie en tant qu'unité – l'organisation politique introduit le véritable principe totalisant – ordre et permanence. Elle est appréhendée sous une forme idéalisée, comme garante de sécurité collective et comme pur reflet de la coutume ou de la loi; elle est éprouvée sous l'aspect d'une valeur suprême et contraignante; elle devient ainsi la matérialisation d'une transcendance s'imposant aux individus et aux groupes particuliers." ¹⁹

C'est la royauté émergeant de la magie et de la religion qui incarne le mieux la sacralité du pouvoir. Désobéir à un "roi-dieu" représente une transgression sacrilège. Le pouvoir devient d'autant plus contraignant qu'il recèle en lui une parcelle de sacré.

"Les souverains sont les parents, les homologues ou les médiateurs des dieux. La communauté des attributs du pouvoir et du sacré révèle le lien qui a toujours existé entre eux, et que l'histoire a distendu sans pourtant jamais le rompre." ²⁰

Le culte des ancêtres ou des chefs de clan (qui a son importance à Chermignon: il est courant de rappeler les qualités exceptionnelles et réalisations grandioses

19 G. Balandier, *Anthropologie politique*, PUF, Paris 1967, p. 46.

20 G. Balandier, *op. cit.*, p. 117.

des fondateurs des clans et de leurs descendants avec une vénération certaine) relève de la même sacralité. Le préambule de la Constitution helvétique, susmentionné, témoigne du fait que la plupart des sociétés associent l'ordre qui leur est propre à un ordre qui les dépasse. La sacralisation du pouvoir trouve une autre explication dans la volonté de durer de toute société, dans la peur du chaos, de sa propre mort. C'est l'ordre par rapport au désordre qui est sacré.

Ce sont les atteintes envers le pouvoir en tant que tel et non contre ses détenteurs qui sont sacrilèges. Ce phénomène est en rapport avec la personnification du pouvoir; ici, les contestations, les critiques portent autour des personnes et non du système et de ses fondements. Une critique, même très violente, à l'égard d'un dirigeant ne met pas en cause les fondements d'un système. Elle peut même servir d'exutoire, à canaliser la violence par la désignation de victimes émissaires (R. Girard, *La violence et le sacré*).

On comprend, en revanche, pourquoi les atteintes envers les *fondements* du pouvoir, envers le principe même de l'autorité (et non envers ses détenteurs, passagers et remplaçables) soient associées au mal, au Malin, à la sorcellerie.²¹ Lors des dernières élections communales à Chermignon, les membres fondateurs du quatrième groupement politique ont fait l'objet d'un ostracisme frénétique; ils s'attaquaient aux fondements mêmes du système politique et aux critères du pouvoir.

Dans la lutte de ces sociétés contre l'entropie, dans leurs entreprises visant à renouveler l'ordre, les rapports avec le sacré réapparaissent. Les sociétés étant littéralement obsédées par le sentiment de leur vulnérabilité, surtout les plus figées, des procédés de recréation permanente sont partout présents. Le mariage et les funérailles en sont deux exemples. Chacun établit une relation intense avec le sacré. Le premier rajeunit les rapports sociaux; la société se recrée en jouant sa propre genèse. Avec les secondes, la mort étant le signe du désordre, on est en présence d'un procédé de remise en état. C'est l'occasion d'une purification, d'une nouvelle alliance avec les ancêtres.

Certaines cérémonies, les fêtes, le potlach (dans notre étude sous forme hypothétique, les élections communales), constituent un autre exemple de séance collective de "remise à neuf". Elles resserrent les liens à l'intérieur de chaque clan et les chefs de clan réapparaissent comme figure centrale. Un changement de règne (de clan au pouvoir), tout en faisant l'effet d'un retour aux commencements, est également une occasion de régénérer la collectivité.

Le sacré n'est pas uniquement et nécessairement au service de l'ordre social existant. Il peut se retourner contre ceux qui le monopolisent à leur profit et être invoqué en faveur d'un ordre social autre, d'une autre légitimité. Il peut servir à limiter ou à contester radicalement le pouvoir en place. L'exemple des "prêtres contestataires" démontre l'actualité de ce double aspect du sacré.

21 Le caractère sacré du pouvoir ajoute un élément de compréhension à la violence du rejet de la contestation dans les sociétés encore passablement traditionnelles et religieuses.

Les rapports entre le pouvoir et le sacré ne sont qu'esquissés dans ces quelques lignes. Un approfondissement de cette piste de recherche pourrait contribuer à enrayer (théoriquement et surtout à l'aide de recherches concrètes) la tendance à l'aseptisation du politique et à redonner à ce dernier son caractère multiple, global et son intégralité signifiante. Le politique devrait bien sûr être réinséré dans d'autres dimensions encore. Il y aurait notamment tout le champ des rapports entre mythes et pouvoir. Des études prometteuses sur les rapports entre psychanalyse et politique fournissent des éclairages susceptibles d'aller dans le même sens, etc.

Nos réflexions comportent des limites importantes et souffrent de leur caractère exploratoire²² mais le nombre et l'ampleur des questions soulevées par une seule recherche, certes prolongée, approfondie et portant sur un cas particulièrement significatif (ce qui est autre chose que la représentativité au sens statistique) nous portent à croire que des études qualitatives en profondeur et multidisciplinaires peuvent jouer un rôle non négligeable dans la double opération (qui nous paraît d'une grande urgence) de déconstruction et de reconstruction des connaissances relatives au pouvoir et au politique, en l'occurrence des connaissances touchant à la vie politique locale.

Les deux volets de notre projet (mise au jour du caractère stéréotypé et idéologisé de la perception et de la connaissance de la vie politique locale et construction d'une connaissance plus adéquate sur la base d'études en profondeur) n'ont en effet qu'un objectif unique: contribuer à faire passer certaines connaissances relatives à la vie politique locale de l'idéologie à la science.

Malgré le caractère tranché et la relativité de cette opposition, on peut, nous semble-t-il, la maintenir comme point de référence et élément d'incitation à poursuivre les recherches car les connaissances en matière de politique locale nous semblent vraiment par trop stéréotypées et mystifiantes.

22 Citons encore I. Prigogine et I. Stengers: "... nous avons voulu que cette étude donne une impression, non certes de désordre, mais d'ouverture . . . (*op. cit.* p. 21); "Il existe certes un devenir abstrait des théories scientifiques. Mais les innovations décisives dans l'évolution de la science ne sont pas de cet ordre. Elles résultent de l'incorporation réussie dans le corpus scientifique de telle ou telle dimension nouvelle de la réalité" (*op. cit.* p. 2).

